



REPORTAGE



# L'ESPAGNE, SANS PEUR ET SANS FUTUR

Eric Crana / iStockphoto

*Les villes se vident, les jeunes s'exilent et le pays s'enfonce dans la pauvreté. Reportage à Madrid, capitale européenne de la gueule de bois.*

## **PENSÉE POUR ACCUEILLIR 30 000 HABITANTS, CIUDAD VALDELUZ EN COMPTE À PEINE UN MILLIER.**



### **Ville fantôme**

Symbole de la folie immobilière qui a saisi l'Espagne dans les années 2000, la ville nouvelle de Ciudad Valdeluz ressemble à un décor de western. Les rues sont désertes et des casques d'ouvriers font trempette dans des flaques d'eau croupissantes.

► Il est midi en gare de Ciudad Valdeluz, ville nouvelle située à quelques encablures de Madrid. Au loin semble poindre le nez d'un TGV. Il ne s'arrêtera pas. Aucun train n'a d'ailleurs jamais fait halte dans cette gare pourtant rutilante. Le hall est désert, le panneau d'affichage vierge et le silence règne, mortifère. Aux alentours, à perte de vue, des terrains vagues. La gare paraît avoir été posée là, fortuitement, sans but, comme une aberration dans ce décor aride et désolé de western. Ne manqueraient plus que quelques mottes de foin balayées par le vent pour parfaire le tableau.

### **► UN NO MAN'S LAND DE BÉTON**

En empruntant une route poussiéreuse, on rejoint en quelques minutes le centre de la ville. Sur un rond-point surdimensionné,

témoin des rêves de grandeur ibères, les rares habitants du coin ont transformé le « Ciudad Valdeluz » en « Ciudad Valdeluz », « Prenons soin de Valdeluz ». Comme un avertissement. Aussi loin que le regard peut porter, des rues désertes et de grands ensembles résidentiels. D'innombrables pancartes « À vendre » et « À louer » recouvrent leurs façades silencieuses. Les rez-de-chaussée, prévus pour accueillir des commerces, sont tous murés, sans exception. De nombreuses routes inachevées se terminent en culs-de-sac, barrées par des blocs de béton massifs. Souci du détail, de petits panneaux, un peu partout, invitent les propriétaires de chiens à ramasser les déjections de leurs fidèles compagnons. Manque de bol, ici, nous ne croiserons ni chien ni maître. À la sortie de la ville, l'impressionnant chantier du collège-lycée semble avoir été arrêté depuis un bon moment. Le bâtiment tombe en ruine et vomit ses entrailles de gaines et de câbles. Des casques de chantier traînent négligemment sur le sol et font trempette dans des flaques d'eau croupissantes. « Chaque jour, vos illusions se heurtent aux nôtres », peut-on lire, tagué sur un mur, comme pour résumer l'ambiance. Pensée pour accueillir 30 000 habitants, Ciudad Valdeluz n'en compte pas plus d'un millier. Le promoteur immobilier de la ville, Reyal Urbis, a fait faillite.

### **► DU MIRACLE AU MIRAGE : LE BOOM IMMOBILIER**

Valdeluz, dont la construction avait débuté en 2004, est un exemple parmi tant d'autres de la folie immobilière qui s'est emparée de l'Espagne pendant des années. Les collectivités reclassaient à tour de bras des terrains inconstructibles, au mépris des règles environnementales les plus élémentaires. Des projets pharaoniques, déconnectés des besoins réels, étaient lancés pour asseoir le prestige des édiles locaux. Les banques accordaient des crédits sans limite et « titrisaient » ensuite les créances sur les marchés financiers. Les profits s'accumulaient pour les entrepreneurs du BTP, les traders



et les élus. Enfin et surtout, les Espagnols avaient du travail. Le pays était une terre d'immigration, attractive. La recette était bien rodée. Elle fut le moteur du fameux « miracle espagnol ». Mais depuis 2008, début de la crise économique en Europe, le miracle s'est révélé mirage et l'Espagne goûte amèrement aux lendemains qui déchantent. Le résultat de ces années de boom en toc est ubuesque. Des gares et des aéroports neufs sans trafic, des TGV aux taux de remplissage dérisoires, des stations de métro gigantesques sans rames ni public, des villes nouvelles sans habitants. Six millions d'habitations vides. Entre 2005 et 2006, la seule Espagne a construit plus de logements que l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et la France réunies. Un gâchis de béton et d'acier, une splendide bulle spéculative. Comble de l'ironie, alors que le pays regorge aujourd'hui de domiciles sans occupants, les banques expulsent des centaines de milliers d'Espagnols, pris à la gorge par leurs créances, eux qui avaient été invités à devenir propriétaires à tout prix. Depuis 2007, près de 500 000 expulsions ont eu lieu et plus de 100 000 seraient en attente. Les banques ordonnent les saisies après avoir été sauvées grâce aux subsides de l'État. Classique.

### **► « REVENIR À UN NIVEAU DE PAUVRETÉ JAMAIS CONNU »**

Avec la Plateforme des victimes des hypothèques (PAH), Chema Ruiz, ancien commercial de 38 ans, tente de freiner cette déferlante et de réformer la loi sur les crédits hypothécaires, ce règlement qui force bon nombre d'Espagnols à payer les intérêts de leur dette même une fois leur logement saisi. Plusieurs fois par semaine, Chema et ses camarades tiennent une permanence pour apporter une aide juridique aux familles sur le point d'être expulsées. Ce soir-là, la foule semble pousser littéralement les murs. Le brouhaha est dense, les visages défaits. « Chaque semaine, raconte Chema, il y a plus de gens que la précédente, et à chaque fois dans des conditions encore plus précaires. Des personnes qui, il y a trois ans, avaient un emploi, ont aujourd'hui à peine de quoi donner à manger à leurs enfants. On a accordé des prêts hypothécaires basés sur des prix totalement faussés et on en a fait signer à tout le monde. Certaines personnes les paraphaient même avec leurs empreintes digitales ! » Lorsque cette bulle a explosé et que les banques ont eu besoin de se renflouer, les familles espagnoles se sont retrouvées directement dans le viseur. Les premiers touchés furent ►►

**Chantier abandonné**  
À la sortie de la ville, le collège-lycée de Ciudad Valdeluz est toujours en chantier. Le bâtiment, qui tombe en ruine et vomit ses entrailles de gaines et de câbles, ne sera probablement jamais achevé.

### Manifestations spontanées

Les coupes budgétaires du gouvernement Rajoy frappent tous les services publics ou presque. Pour protester contre la curée, des Madrilènes de tous âges descendent dans la rue.



### LA CRISE ESPAGNOLE EN CHIFFRES

- **50 %** : pourcentage d'Espagnols de moins de 30 ans sans emploi.
- **27,16 %** : taux de chômage dans l'ensemble de la population.
- **200 000** : nombre d'Espagnols qui ont quitté le pays en 2012.
- La sortie de capitaux a été multipliée par **620** depuis 2011.
- **2 Espagnols sur 3** vivent encore chez leurs parents à 30 ans.
- **500 000** : nombre de personnes expulsées de leur logement faute de pouvoir payer leur crédit hypothécaire.
- **100 milliards** : montant en euros du plan d'aide de l'Union européenne aux banques espagnoles (40 milliards ont déjà été versés).

► d'abord les immigrés et les précaires. Puis vint le tour des classes moyennes. « Douze millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, ajoute Chema, 1 enfant sur 4 naît dans la précarité, et il y a plus de 6 millions de chômeurs. Aujourd'hui, c'est à une tiers-mondisation de l'Espagne que nous assistons ! » Dans les rues de Madrid, les files d'attente aux soupes populaires sont chaque jour un peu plus longues. Les marchands d'or, avec leurs pancartes « Compro oro », arpentent les places de la ville. Aux guichets de la Once, la loterie nationale, on fait la queue comme jamais.

### UN PAYS « LOW COST »

Ici, tous les voyants sont au rouge : « Comme l'Argentine au moment du krach de 2001, nous n'avons plus d'industrie, nous avons détruit notre agriculture et, enfin, nous avons une dette abyssale, publique et privée », affirme Ramón Muñoz, journaliste à *El País* et auteur de l'essai *Espagne, destination tiers-monde (España, destino tercer mundo)*, Deusto, 2012). *Tout le monde dit que la crise espagnole vient de la bulle immobilière, je ne suis pas tout à fait d'accord. En fait, l'immobilier était la seule façon de créer de la croissance. Nous n'avions plus rien d'autre. Pendant des années, nous avons vécu dans l'illusion du "low cost". Nous pensions que la vie consistait à aller chez Carrefour et à tout acheter bon marché, souvent à crédit. Et maintenant nous devons le payer avec une santé "low cost",*

*une éducation "low cost" et des salaires "low cost".* » Si l'Espagne n'explose pas encore en vol, c'est grâce à la solidarité intrafamiliale et à l'économie souterraine. Le marché noir représenterait aujourd'hui de 20 à 25 % du PIB. Pour sauver les meubles, le gouvernement du Parti populaire (la droite espagnole), empêtré dans des affaires de corruption, mène une politique de rigueur drastique, coupant à la hache dans les dépenses publiques et privatisant les services de l'État. Santé, éducation, police, administration, médias : aucun secteur n'est épargné par la curée. Chaque jour connaît sa réforme et ses recortes, ses « coupes budgétaires » : « Le gouvernement est en train de détruire ce que nous avons mis des décennies à bâtir », résume, désabusé, El Roto, caricaturiste pour *El País*. Des hôpitaux sont vendus à des fonds de pension britanniques. Des services d'urgence sont désormais fermés la nuit pour cause de restrictions budgétaires. L'université Complutense, une des plus fameuses de la capitale, flirte avec la cessation de paiement. La jeunesse éduquée, sans débouchés, quitte le pays et part travailler en Allemagne, en Angleterre, en France ou au Brésil. Les instituts privés de langues, délivrant des formations intensives, ont poussé comme des champignons. Madrid, elle, signe des partenariats avec des villes allemandes pour y expédier des contingents de travailleurs qualifiés. L'Espagne, sans s'en rendre compte, hypothèque son avenir.

## « NOUS SOMMES LA GÉNÉRATION SANS TRAVAIL, SANS SOINS, SANS MAISON ET SANS RETRAITE. »

### « ON NE PART PAS, ILS NOUS VIRENT »

Valentin, 21 ans, est membre de Juventud Sin Futuro (JSF), « La jeunesse sans futur ». Ce collectif d'étudiants et de lycéens fut à l'origine des premières mobilisations labellisées « indignées », initiées le 15 mai 2011 et portées à leur apogée avec l'occupation de la désormais célèbre Puerta del Sol. Comme beaucoup, il travaille pour financer ses études. Malgré cela, impossible pour lui de conjuguer les frais d'inscription à l'université et le coût d'un logement dans la capitale. Aussi squatte-t-il un immeuble autogéré du centre-ville, le Patio Maravillas, lieu de rassemblement de la nébuleuse indignée madrilène. La tendance squat, depuis longtemps présente dans la culture ibère, a fait un retour en force ces derniers temps : « On ne nous propose que des petits boulots payés à peine 400 ou 450 euros par mois, souvent au noir. Quand on sait que la location d'une chambre à Madrid coûte à peu près ce prix-là et que les frais d'inscription à la fac ont explosé, on peut facilement s'imaginer dans quelle situation se trouve la jeunesse, explique Valentin. Beaucoup sont obligés de retourner chez leurs parents. Nous sommes la génération sans travail, sans soins, sans maison, sans retraite, sans futur et sans peur. Sans peur, car aujourd'hui nous n'avons plus rien à perdre. » Valentin a choisi de rester en Espagne pour lutter, galvanisé par l'émergence du mouvement du 15 Mai, « l'événement le plus marquant qu'a connu l'Espagne depuis la mort de Franco en 1975 », selon le politologue Carlos Taibo. Mais beaucoup de jeunes n'ont pas cette force et préfèrent simplement l'exil. « On ne part pas, ils nous virent », entend-on. Après les années dirigistes du franquisme, l'insouciance de la Movida et de la transition démocratique, l'ivresse de la consommation et du crédit des années 1990 et 2000, l'Espagne est à la croisée des chemins et se cherche un avenir. En 2012, 200 000 personnes ont quitté le pays. Récemment, l'agence de notation Moody's a annoncé qu'elle pourrait encore dégrader la note souveraine de l'Espagne,



quasi synonyme de faillite. Dernier scandale en date, un million de citoyens viennent de perdre l'intégralité de leur épargne, piégés par des actions « pourries », les *preferentes*, utilisées par les banques pour combler le trou creusé par la bulle immobilière. Une arnaque vertigineuse, évaluée à 32 milliards d'euros. Pendant ce temps-là, le pouvoir prépare l'éventuelle arrivée d'un Las Vegas européen à quelques kilomètres de Madrid. Pour l'attirer, Mariano Rajoy, le chef du gouvernement, aurait proposé à son promoteur, l'Américain Sheldon Adelson, de réformer la loi sur le blanchiment d'argent et de créer une zone affranchie du droit du travail espagnol. Décidément, la farce semble sans fin. ➔



TEXTE Fabien Benoit  
PHOTOS Fabien Benoit & Julien Malassigné

### Génération précaire

Membre du collectif « La jeunesse sans futur », Valentin a choisi de rester au pays pour lutter, quand beaucoup de ses amis ont préféré partir à l'étranger à cause de la crise.

3 scénarios pour

# L'ESPAGNE DE DEMAIN

## Europe du Sud vs Europe du Nord

Le nouveau chef du gouvernement, Alfredo Pérez Rubalcaba (PSOE), fraîchement élu en 2015, l'avait annoncé comme une solution de la dernière chance. L'Espagne devait quitter l'Union européenne. Son programme était clair : retour à la peseta, dévaluation immédiate et restauration de la compétitivité du pays, projet d'union économique avec les voisins grecs, portugais et italiens. Et pourquoi pas avec la France, mal en point elle aussi et toujours brouillée avec l'Allemagne d'Angela Merkel, réélue haut la main en 2013. Mais Rubalcaba avait mal évalué les conséquences de son acte. Le pays a connu un *bank run* sans précédent, émaillé de pillages et d'épisodes de violence extrême. Brutalement, la société s'est enfoncée dans la misère. Les plus riches, lorsqu'ils ne se sont pas exilés en Suisse, en Angleterre ou en Allemagne, vivent désormais reclus dans des condominiums ultrasécurisés. Nouveaux riches russes et chinois, attirés par l'immobilier à bas prix, ont afflué, rachetant les biens d'Espagnols ruinés. La majorité des citoyens, paupérisés, se bat au jour le jour pour survivre. L'Union des pays du sud de l'Europe, lancée en grande pompe en 2017 avec la Grèce, le Portugal et l'Italie comme une alternative à une UE dominée par les pays du Nord, n'a pas fait florès. Aussi reparle-t-on d'un projet d'Union méditerranéenne, avec les pays du Maghreb, en pleine croissance, dernière planche de salut d'une Europe du Sud délirante.

## Les Indignés au pouvoir

La question a fait long feu dans les rangs des Indignés espagnols et les a déchirés : faut-il jouer le jeu de la démocratie représentative ou tenter d'instaurer, dans le pays, une démocratie directe ? L'interrogation a été tranchée lors des élections législatives de 2015. Plusieurs centaines de représentants de la société civile, issus d'assemblées populaires et considérés comme des « porte-paroles » plus que des candidats, se sont soumis au verdict des urnes et ont fait leur entrée au Parlement. S'inspirant de la révolution citoyenne islandaise de 2008, dite « révolution des casseroles », ces nouveaux délégués du peuple entendent promulguer une nouvelle Constitution, une « Wiki-Constitution », écrite et amendée par les citoyens sur le Net, et mettre fin au système bipartisan. Les formations traditionnelles, désemparées, crient au populisme et à la jacquerie, mais ne semblent guère pouvoir freiner l'ascension d'un mouvement qui rappelle, à certains égards, le Mouvement 5 étoiles italien. Parmi les revendications de ces nouveaux élus : l'effacement de la dette du pays, la suspension des expulsions, la fin du cumul des mandats, une réforme du mode de scrutin, la renationalisation des services de l'État privatisés dans les années 2000, une politique de relance et le jugement des responsables politiques impliqués dans la crise de 2008. Pour la première fois, les élites historiques sentent le souffle de la lame. Des têtes vont tomber.

## L'explosion de l'Espagne

Ça y est, c'est fait. Les Catalans ont voté. Une très large majorité d'entre eux a décidé de s'émanciper de la tutelle de Madrid. Artur Mas, président de ce nouvel État de Catalogne, l'a annoncé fièrement sur TV3, la chaîne barcelonaise en langue catalane. Aussitôt, il a initié une procédure d'adhésion à l'Union européenne. Malgré force protestations et menaces, le gouvernement central espagnol n'a pu s'opposer à cette sécession, ne se résolvant pas à envoyer l'armée contre ses propres (ex-)citoyens. Le roi, traditionnel garant de l'unité du pays, a tenté de se faire entendre, mais sa voix a été ignorée. Ses safaris au Botswana, au plus fort de la crise économique, et la condamnation de son gendre pour détournement de fonds publics sont restés gravés dans les mémoires. Dans le sillage de la Catalogne, le Pays basque, la Navarre et La Rioja ont déclaré à leur tour vouloir prendre le chemin de l'indépendance. Alors que la jeunesse continue à émigrer, c'est à la décomposition pure et simple de l'Espagne en tant que nation que les commentateurs du monde entier assistent, médusés. En signe de concorde, Artur Mas a proposé la tenue d'un match de foot Espagne-Catalogne. Reste à savoir qui revêtira la tunique rouge.

— Fabien Benoit



suite p.69